

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 79
Présents : 64
Pouvoirs : 03

CONSEIL DE TERRITOIRE SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 2018 A 20H

**Délibération CT2018/09/25-16 – Lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil :
modification du périmètre d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise
en location et d'autorisation préalable de division sur la Ville de Clichy-sous-Bois**

Rapporteur : Éric SCHLEGEL, 2^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 19 septembre 2018

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand
(93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-André, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYIGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Éric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Éric, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BENTAHAR Abdelkader, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale, DESHOQUES Monique (pouvoir à BOUVARD Jacques), FAUBERT Jacques, GAUTHIER Christine, GRANDIN Gaëtan, ITZKOVITCH Ivan (pouvoir à CAPILLON Claude), MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à DELORMEAU Christine), PRUDHOMME Gérard, THIBAUT Magalie.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : CALMEJANE Hélène

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1612-12, L 2312-1, L 5211-36, L 5219-2 et L 5219-5,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et en particulier le chapitre 3 de son titre II "Renforcer les outils de lutte contre l'habitat indigne", section 3 "Améliorer la lutte contre les marchands de sommeil et l'habitat indigne", articles 91, 92 et 93,

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant,

VU le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location,

VU les articles L 634-1 à L 635-11 et R 634-1 à R 635-4 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux autorisations préalables de mise en location et déclarations de mise en location,

VU les articles L 111-6-1-1 à L 111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux règles générales de division,

VU l'article L635-9 du CCH qui énonce que « l'autorisation préalable de mise en location ne peut être délivrée lorsque l'immeuble dans lequel est situé le logement fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité, de péril ou relatif aux équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation »,

VU le Programme Local de l'Habitat 2013-2019, approuvé le 20 décembre 2012 par le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de Clichy-sous-Bois / Montfermeil et s'appliquant sur les communes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, notamment les actions 3 et 4 relatives à la lutte contre les marchands de sommeil et contre la dégradation du tissu pavillonnaire,

VU la délibération N° CT2017/09/26-14 du Conseil de territoire en date du 26 septembre 2017 mettant en œuvre l'autorisation préalable de mise en location, la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de division sur le territoire communal de la Ville de Clichy-sous-Bois, excepté le territoire de l'ORCOD (Opération de Requalification des Copropriétés dégradées) et les propriétés des bailleurs sociaux,

VU la délibération N°CT2017/11/28-08 du Conseil de territoire en date du 28 novembre 2017 mettant en œuvre l'autorisation préalable de mise en location, la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de division sur périmètre de l'ORCOD (Opération de Requalification des Copropriétés dégradées),

CONSIDÉRANT que les deux copropriétés du Chêne Pointu et de l'Etoile du Chêne Pointu sont intégrées dans l'Opération de Requalification des Copropriétés Dégradées d'Intérêt National (ORCOD IN), dont l'objectif est de lutter contre l'indignité et la dégradation des immeubles en copropriété et qu'à ce titre elles bénéficient d'un suivi spécifique afin de permettre leur redressement,

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

CONSIDÉRANT que les locataires des deux copropriétés bénéficient d'un accompagnement social renforcé dans le cadre de ce régime exceptionnel qu'est l'ORCOD IN, dont l'objectif in fine est d'assurer leur sécurité et leur santé de façon pérenne,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'exclure les copropriétés du Chêne Pointu et de l'Etoile du Chêne Pointu du périmètre suite aux éléments précités,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE de modifier la délibération CT2017/11/28-08 du Conseil de territoire en date du 28 novembre 2017 en excluant les copropriétés du Chêne Pointu et de l'Etoile du Chêne Pointu du périmètre sur lequel sont mises en œuvre l'autorisation préalable de mise en location, la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de division.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 25/09/2018.



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le **04 OCT. 2018**
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière